

# Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



# Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Jeudi, le 8 juillet 1948.

N° 42

Donnerstag, den 8. Juli 1948.

**Arrêté grand-ducal du 11 juin 1948 portant réorganisation du service de l'inspection des pharmacies, des dépôts de médicaments, des drogueries, des fabriques de substances toxiques et médicamenteuses ainsi que des locaux servant au débit ou au dépôt de ces substances.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'article 1<sup>er</sup>, N° 3 de la loi du 28 avril 1922 concernant la préparation et la vente des médicaments et des substances toxiques ;

Vu l'avis du Collège médical ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé publique et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** La visite des pharmacies, des dépôts de médicaments, des drogueries, des fabriques de substances toxiques et médicamenteuses, ainsi que des locaux servant au débit ou au dépôt de ces substances, est confiée à un agent portant le titre d'inspecteur des pharmacies.

L'inspecteur des pharmacies est nommé par Nous pour un terme de deux ans parmi les pharmaciens luxembourgeois non pourvus d'une officine ; le mandat peut être renouvelé.

**Art. 2.** L'inspecteur, des pharmacies constate si les drogues et produits pharmaceutiques présentent les caractères physiques, organoleptiques et chimiques voulus.

Il jouit des prérogatives lui conférées par l'arrêté grand-ducal du 28 avril 1922, art. 13.

**Art. 3.** L'inspecteur est autorisé à prélever des échantillons, alors même qu'il s'agit de substances ou de spécialités dont la Pharmacopée n'indique pas les caractères d'identité et de pureté. Il prélèvera également des médicaments spécialement préparés sur ordonnance médicale, et saisira l'ordonnance du médecin pour constater si elle est exactement exécutée.

Les échantillons seront pris contre un accusé de réception. Une partie de l'échantillon, cachetée ou scellée, sera remise au propriétaire, à sa demande.

**Art. 4.** Le prix des échantillons, les frais d'analyse, de séquestre, de dénaturation ou de destruction sont considérés comme frais judiciaires et mis à charge du détenteur de médicaments altérés, corrompus ou impropres à leur usage, condamné de ce chef par un tribunal répressif ou frappé disciplinairement par le Collège médical statuant en conseil de discipline.

Dans tous les autres cas, le propriétaire sera indemnisé sur le pied du prix de revient. En cas de désaccord, l'inspecteur délivre un récépissé indiquant la nature et la quantité de la substance prélevée ; le Collège médical taxera le prix.

**Art. 5.** L'inspecteur peut détruire, de l'accord du détenteur, les médicaments qu'il aurait reconnus altérés, décomposés ou impropres à l'usage médical, soit à la première inspection, soit après l'analyse au Laboratoire. Il pourra cependant, avec des garanties suffisantes, autoriser la transformation des dites substances ou leur emploi à des usages non médicaux.

Il ordonne la mise sous séquestre des médicaments dont l'emploi pourrait occasionner des dangers,

et à la destruction ou à la dénaturation desquels le propriétaire n'aurait pas consenti.

**Art. 6.** L'inspecteur dressera un rapport détaillé de sa visite et des opérations auxquelles elle aura donné lieu.

S'il a constaté des infractions aux lois et règlements, il en fera parvenir un exemplaire au Procureur d'Etat du ressort afférent.

A la fin de l'année, il adressera au Gouvernement un rapport général sur ses travaux et observations.

Les procès-verbaux de l'inspecteur renseignent les frais déboursés pour la prise des échantillons, ainsi que pour la dénaturation ou la destruction des médicaments altérés.

**Art. 7.** L'inspecteur des pharmacies touche une indemnité de 150 francs pour l'inspection d'une

pharmacie et une indemnité de 100 francs pour l'inspection d'une droguerie, d'un dépôt ou d'une fabrique de médicaments ou de matières toxiques ; il n'est dû qu'une indemnité pour une inspection qui n'excède pas huit heures, y compris les frais d'analyse tant sur place qu'au Laboratoire et le rapport.

Il touchera des frais de route et de séjour égaux à ceux du chimiste du Laboratoire pratique de bactériologie.

**Art. 8.** Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 11 juin 1948.

**Charlotte.**

*Le Ministre de la Santé Publique,*  
**Alphonse Osch.**

**Arrêté grand-ducal du 30 juin 1948 soumettant à licence le transit des pièces détachées des armes, des munitions, du matériel de guerre, ainsi que des mitrailles.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 6 juin 1923, autorisant le pouvoir exécutif à régler l'importation, l'exportation et le transit de certains objets, denrées et marchandises ;

Vu la Convention du 23 mai 1935, instituant entre le Grand-Duché et la Belgique un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit, et la loi du 15 juillet 1935, approuvant la dite convention ;

Vu les arrêtés grand-ducaux des 4 novembre 1944, 20 décembre 1944, 29 septembre 1945, 5 août 1946 et 16 juin 1947, concernant les importations, les exportations et le transit des matières premières et des marchandises ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le transit des pièces détachées des armes, des munitions et du matériel de guerre mentionnés par notre arrêté précité du 16 juin 1947, ainsi que le transit des mitrailles, est subordonné à la production préalable d'une licence délivrée par la Commission Administrative Mixte Belgo-Luxembourgeoise.

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 juin 1948.

**Charlotte.**

*Pour le Ministre  
des Affaires Etrangères,  
Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,*  
**Pierre Dupong.**

**Arrêté ministériel du 24 juin 1948 portant publication du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, applicable à partir de l'année d'imposition 1949, et des barèmes de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires, applicables à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1948.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu la loi du 28 mai 1948 tendant au remaniement de certains taux de l'impôt sur le revenu, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 ;

Revu l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 8 septembre 1947 adaptant les barèmes de la retenue d'impôt sur les salaires aux dispositions de la loi du 16 août 1947 portant révision de la charge fiscale des contribuables au titre de l'impôt sur le revenu respectivement de la retenue d'impôt sur les salaires ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Font partie intégrante du présent arrêté les barèmes d'impôt publiés en annexe et concernant l'impôt sur le revenu des personnes physiques (barème I) ainsi que la retenue d'impôt sur les traitements et salaires (barèmes A, B et C).

**Art. 2.** Le nouveau barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (barème I) est applicable à partir de l'année d'imposition 1949.

**Art. 3.** Les nouveaux barèmes de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires sont applicables aux rémunérations brutes touchées pendant des périodes de paye prenant fin après le 30 juin 1948.

Lorsqu'il s'agit d'une période de paye différant de celles auxquelles se rapportent les barèmes annexés A, B et C (périodes mensuelle, hebdomadaire et journalière), les échelons de salaire et les retenues d'impôt afférentes sont à déterminer conformément aux dispositions ci-après :

1° Lorsque la période de paye ne dépasse pas quatre heures de travail par jour, les échelons de

salaire du barème journalier et les retenues d'impôt afférentes sont à diviser par 2.

2° Lorsque la période de paye comprend un nombre de jours ouvrables inférieur à 6, les échelons de salaire du barème journalier et les retenues d'impôt afférentes sont à multiplier par le nombre des jours ouvrables.

3° Lorsque la période de paye comprend plus de 6 et moins de 26 jours ouvrables, les échelons de salaire du barème hebdomadaire et les retenues d'impôt afférentes sont à multiplier par  $n/6$ ,  $n$  représentant le nombre des jours ouvrables.

4° Pour les périodes de paye comprenant plus de 26 jours ouvrables, les échelons de salaire du barème mensuel et les retenues d'impôt afférentes sont à multiplier par  $\frac{n}{26}$ ,  $n$  représentant le nombre des jours ouvrables.

La semaine entière et respectivement le mois entier de travail comptent pour 6 et resp. 26 jours ouvrables ; les jours fériés autres que les dimanches sont considérés comme jours ouvrables.

La retenue d'impôt est à arrondir au franc inférieur, lorsque la période de paye porte sur plus de 26 jours ouvrables, au demi-franc inférieur, lorsque la période de paye porte sur plus de 6 et moins de 26 jours ouvrables, et au décime inférieur dans les autres cas.

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel susvisé du 8 septembre 1947 est abrogé, sans préjudice toutefois de son applicabilité quant aux périodes de paye postérieures au 30 juin 1947 et antérieures au 1<sup>er</sup> juillet 1948.

**Art. 5.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.  
Luxembourg, le 24 juin 1948.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Dupong.**

---

**Avis. — Association viticole.** — Conformément à l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, l'association viticole dite « *Caves coopératives du Sud de la Moselle (Remerschen—Schengen—Wintrange)* » a déposé au secrétariat de la commune de Remerschen l'un des doubles de l'acte de constitution sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et des personnes nanties de la signature sociale. — 25 juin 1948.

---

**Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1936, III<sup>e</sup> tranche (50 millions).**

L'amortissement à la date du 15 juillet 1948, de l'emprunt grand-ducal 4% de 1936 III<sup>e</sup> tranche (50 millions), pour lequel une somme de 500.000,— francs est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées les obligations suivantes :

<i>Lit. A. — 60 obligations à 1.000,— francs.</i>										
593	619	625	631	1237	1304	1310	2759	2765	3763	
594	620	626	632	1238	1305	2189	2760	2766	3764	
595	621	627	633	1239	1306	2190	2761	3759	3815	
616	622	628	634	1240	1307	2439	2762	3760	3816	
617	623	629	635	1302	1308	2440	2763	3761	3817	
618	624	630	1236	1303	1309	2758	2764	3762	3818	
<i>Lit. B. — 22 obligations à 5.000,— francs.</i>										
133	136	530	532	534	536	538	540	542	544	644
134	139	531	533	535	537	539	541	543	545	645
<i>Lit. C. — 21 obligations à 10.000,— francs.</i>										
245	313	320	322	324	326	328	330	374	573	575
312	319	321	323	325	327	329	331	375	574	

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

<i>Lit. A. — 90 obligations à 1.000,— francs.</i>										
2161	2170	7749	8528	9357	10726	11595	12074	13863	14762	
2162	7741	7750	8529	9358	10727	11596	12075	13864	14763	
2163	7742	8521	8530	9359	10728	11597	12076	13865	14764	
2164	7743	8522	9351	9360	10729	11598	12077	13866	14765	
2165	7744	8523	9352	10721	10730	11599	12078	13867	14766	
2166	7745	8524	9353	10722	11591	11600	12079	13868	14767	
2167	7746	8525	9354	10723	11592	12071	12080	13869	14768	
2168	7747	8526	9355	10724	11593	12072	13861	13870	14769	
2169	7748	8527	9356	10725	11594	12073	13862	14761	14770	
<i>Lit. C. — 3 obligations à 10.000,— francs.</i>										
			1443	1812	2329					

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement.

<i>Lit. A. Obligations à 1.000,— francs.</i>							
838 (5)	1581 (2)	1586 (2)	1786 (5)	2097 (4)	3782 (5)	3787 (5)	
839 (5)	1582 (2)	1587 (2)	1787 (5)	2098 (4)	3783 (5)	3788 (5)	
1091 (3)	1583 (2)	1588 (2)	1788 (5)	2099 (4)	3784 (5)	3789 (5)	
1092 (3)	1584 (2)	1589 (2)	1789 (5)	2100 (4)	3785 (5)	3790 (5)	
1093 (3)	1585 (2)	1590 (2)	1790 (5)	3781 (5)	3786 (5)		

*Lit. B. — Obligations à 5.000,— francs.*

308 (1)      607 (6)

*Lit. C. — Obligation à 10.000,— francs.*

621 (2)

1)	obligations remboursables	le 15 juillet 1941
2)	»	» le 15 juillet 1942
3)	»	» le 15 juillet 1943
4)	»	» le 15 juillet 1944
5)	»	» le 15 juillet 1945
6)	»	» le 15 juillet 1946

Le remboursement des obligations non encore munies d'un certificat d'identification devra s'effectuer par l'intermédiaire de l'établissement financier auprès duquel les titres ont été déclarés par application de l'arrêté grand-ducal du 4 novembre 1944 ou auprès duquel ils ont été transférés après cette déclaration.

Les obligations munies du certificat d'identification pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 28 juin 1948.

**Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1936, II<sup>e</sup> tranche.**

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 4% de 1936, II<sup>e</sup> tranche, remboursables le 1<sup>er</sup> août 1948, a donné le résultat suivant :

*Lit. A. — 240 obligations à 1.000, — francs.*

11	455	1389	1943	2632	3226	3720	4524	5268	5857
12	616	1390	1944	2633	3227	3976	4525	5269	5858
13	617	1451	1945	2634	3228	3977	4691	5270	5859
14	618	1452	2006	2635	3229	3978	4692	5336	5860
15	619	1453	2007	2751	3230	3979	4693	5337	5991
131	620	1454	2008	2752	3491	3980	4694	5338	5992
132	866	1455	2009	2753	3492	4291	4695	5339	5993
133	867	1506	2010	2754	3493	4292	4776	5340	5994
134	868	1507	2236	2755	3494	4293	4777	5441	5995
135	869	1508	2237	2841	3495	4294	4778	5442	6026
206	870	1509	2238	2842	3526	4295	4779	5443	6027
207	996	1510	2239	2843	3527	4376	4780	5444	6028
208	997	1721	2240	2844	3528	4377	4821	5445	6029
209	998	1722	2496	2845	3529	4378	4822	5501	6030
210	999	1723	2497	2926	3530	4379	4823	5502	6126
326	1000	1724	2498	2927	3676	4380	4824	5503	6127
327	1201	1725	2499	2928	3677	4406	4825	5504	6128
328	1202	1836	2500	2929	3678	4407	5041	5505	6129
329	1203	1837	2516	2930	3679	4408	5042	5646	6130
330	1204	1838	2517	3191	3680	4409	5043	5647	6216
451	1205	1839	2518	3192	3716	4410	5044	5648	6217
452	1386	1840	2519	3193	3717	4521	5045	5649	6218
453	1387	1941	2520	3194	3718	4522	5266	5650	6219
454	1388	1942	2631	3195	3719	4523	5267	5856	6220

*Lit. B. — 53 obligations à 5.000, — francs.*

7	192	339	521	676	818	1030	1199	1373	1558	1719
40	208	393	538	720	884	1060	1220	1409	1578	1721
68	268	410	570	765	906	1098	1273	1423	1618	1762
104	279	423	606	788	940	1123	1299	1479	1637	
151	314	459	653	800	984	1172	1340	1517	1697	

*Lit. C. — 13 obligations à 100.000, — francs.*

10	39	67	85	122	140	151	187	214	258	269	298	332
----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

*Lit. A. — Obligations à 1.000, — francs.*

126 (6)	129 (6)	142 (5)	145 (5)	180 (5)	218 (3)	226 (7)	229 (7)
127 (6)	130 (6)	143 (5)	178 (5)	181 (6)	219 (3)	227 (7)	230 (7)
128 (6)	141 (5)	144 (5)	179 (5)	217 (3)	220 (3)	228 (7)	266 (5)

267 (5)	4473 (8)	4733 (5)	5099 (8)	5778 (8)	6204 (4)	6315 (6)
268 (5)	4474 (8)	4734 (5)	5100 (8)	5779 (8)	6205 (4)	6336 (8)
269 (5)	4475 (8)	4911 (3)	5168 (8)	5780 (8)	6222 (7)	6337 (8)
270 (5)	4626 (2)	4912 (3)	5169 (8)	5905 (5)	6223 (7)	6338 (8)
4213 (5)	4627 (2)	5034 (5)	5170 (8)	6167 (6)	6236 (5)	6339 (8)
4214 (5)	4628 (2)	5069 (4)	5681 (8)	6168 (6)	6237 (5)	6340 (8)
4215 (5)	4629 (2)	5070 (4)	5682 (8)	6169 (6)	6271 (4)	6342 (5)
4248 (1)	4630 (2)	5078 (6)	5683 (8)	6170 (6)	6272 (4)	6343 (5)
4249 (1)	4636 (4)	5079 (6)	5684 (8)	6201 (4)	6273 (4)	6344 (5)
4250 (1)	4731 (5)	5097 (8)	5685 (8)	6202 (4)	6274 (4)	
4445 (1)	4732 (5)	5098 (8)	5777 (8)	6203 (4)	6275 (4)	

*Lit. B. — Obligations à 5.000, — francs.*

35 (8)	63 (8)	91 (7)	125 (6)	200 (8)	1245 (6)	1459 (6)	1742 (7)
45 (4)	79 (6)	97 (6)	126 (8)	1148 (6)	1280 (5)	1462 (8)	1767 (7)
46 (7)	81 (4)	100 (4)	128 (5)	1149 (3)	1419 (3)	1674 (7)	1774 (1)
55 (4)	86 (7)	108 (8)	191 (6)	1183 (6)	1421 (7)	1675 (6)	1775 (2)
57 (5)	89 (8)	113 (4)	198 (7)	1236 (6)	1458 (7)	1735 (8)	

1) obligations remboursables	le 1 <sup>er</sup> août	1940
2) »	»	le 1 <sup>er</sup> août 1941
3) »	»	le 1 <sup>er</sup> août 1942
4) »	»	le 1 <sup>er</sup> août 1943
5) »	»	le 1 <sup>er</sup> août 1944
6) »	»	le 1 <sup>er</sup> août 1945
7) »	»	le 1 <sup>er</sup> août 1946
8) »	»	le 1 <sup>er</sup> août 1947.

Le remboursement des obligations non encore munies d'un certificat d'identification devra s'effectuer par l'intermédiaire de l'établissement financier auprès duquel les titres ont été déclarés par application de l'arrêté grand-ducal du 4 novembre 1944 ou auprès duquel ils ont été transférés après cette déclaration.

Les obligations munies du certificat d'identification pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 29 juin 1948.

**Avis. — Réglementation des échanges commerciaux avec la Belgique.**

Il est rappelé aux intéressés que conformément à la décision publiée par le Comité des Priorités le 12 décembre 1946 les entrées de Belgique et les sorties vers ce pays de marchandises soumises :

1° au régime autonome institué par la Convention de 1935 ;

2° au régime des autorisations d'approvisionnement ;

3° au régime des factures ou des déclarations d'importation et d'exportation ne peuvent avoir lieu, outre par chemin de fer ou par air, que par les routes suivantes : Athus—Rodange, Arlon—Steinfort, Arlon—Gaichel, Arlon—Oberpallen, Martelange, Bastogne—Doncols, Bastogne—Allerborn, Schmiede—Wemperhardt, Lengler—Wemperhardt.

Cette publication est faite en conformité des dispositions de l'arrêté grand-ducal du 3 février 1948, portant abrogation de celui du 1<sup>er</sup> mars 1945, instituant un Comité des Priorités.

Luxembourg, le 23 juin 1948.

*La Commission des Licences.*

## A. — Agents d'Assurances agréés pendant le mois de juin 1948.

N° d'ordre	Nom et Domicile	Compagnies d'Assurances	Date
1	<i>Brucker</i> Joseph, Wormeldange	Le Foyer	23. 6.48
2	<i>Dolinski</i> Léon, Clausen	La Luxembourgeoise	23. 6.48
3	<i>Faltz</i> Jean, Eppeldorf	L'Assurance Liégeoise	17. 6.48
4	<i>Feis</i> Jean, Belvaux	L'Assurance Liégeoise	17. 6.48
5	<i>Flammang</i> Ferdinand, Berschbach	L'Assurance Liégeoise	17. 6.48
6	<i>Folscheid</i> Louis, Rollingergrund	La Luxembourgeoise	23. 6.48
7	<i>Glodt</i> Marguerite, Schieren	Zurich; Le Foyer	23. 6.48
8	<i>Guill</i> Mathias, Grevenmacher	Le Foyer	23. 6.48
9	<i>Hengen</i> Albert, Pratz	L'Assurance Liégeoise	17. 6.48
10	<i>Jans</i> Michel, Wilwerwiltz	Le Foyer	23. 6.48
11	<i>Mæs</i> Tony, Luxembourg	La Luxembourgeoise	23. 6.48
12	<i>Olinger</i> Pierre, Medernach	Union, Paris ; Nationale-Vie ; Compagnie Européenne	4. 6.48
13	<i>Selm</i> Emile, Echternach	Le Foyer	3. 6.48
14	<i>Stein</i> Emile, Alzange	L'Assurance Liégeoise	17. 6.48
15	<i>Wanderscheid</i> Bernard, Esch-s.-Alz.	Comp. Belges d'Assurances Générales	10. 6.48

## B. — Commissions d'Agents d'Assurances annulées pendant le mois de juin 1948.

N° d'ordre	Nom et Domicile	Compagnies d'Assurances	Date
1	<i>Glodt</i> Jean, Schieren	Zurich ; Le Foyer	28. 6.48
2	<i>Wirtz</i> Albert, Echternach	Le Foyer	3. 6.48

**Avis. — Stage judiciaire.** — Par arrêté grand-ducal du 24 juin 1948 ont été nommés membres du jury d'examen pour le stage judiciaire pour la session 1948/1949:

MM. Félix *Welter*, Procureur Général d'Etat à Luxembourg;  
Arthur *Calteux*, Conseiller à la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg ;  
Maurice *Paquet*, Procureur d'Etat à Diekirch ;  
Aloyse *Hentgen*, avocat-avoué à Luxembourg ;  
Alphonse *Greisch*, avocat-avoué à Diekirch.

Ont été nommés membres-suppléants du même jury d'examen :

MM. Jean-Pierre *Wester*, Conseiller à la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg ;  
Emile *Reuter* père, avocat-avoué à Luxembourg ;  
Georges *Govers*, avocat-avoué à Luxembourg. — 25 juin 1948.

**Avis. — Notariat.** — Un poste de notaire à *Grevenmacher* étant devenu vacant, les demandes pour ce poste sont à faire parvenir au Ministère de la Justice dans le délai de 3 semaines à partir de la présente publication. Ces demandes doivent être accompagnées d'un curriculum vitae renseignant sur les dates d'examen et les postes occupés. 25 juin 1948.

**Avis. — Notariat.** — En exécution des dispositions de l'ordonnance royale grand-ducale du 3 octobre 1841, sur le notariat, M. Jos. *Knaff*, notaire à Dalheim, a été désigné dépositaire définitif des minutes de M. Georges *Metzler*, en son vivant notaire à Mondorf-les-Bains. — 29 juin 1948.

### AVIS.

#### Droits à payer par les récipiendaires aux examens des grades ayant lieu pendant la session ordinaire d'automne 1948.

Par arrêté grand-ducal du 2 avril 1948 (*Mém.* p. 503/4), les droits à verser par les candidats ont été fixés à 1.200,— fr. (examens de docteur et examens de candidat-notaire, de médecin-dentiste et de pharmacien), resp. 800,— fr. (autres examens) et 160,— fr. (supplément pour une épreuve pratique), sauf adaptation de ces chiffres au coût de la vie. Pour la session ordinaire de 1948, ces chiffres sont applicables sans changement.

Les taxes *réduites* à payer pour un examen d'ajournement *partiel* sont fixées à la moitié du taux régulier (soit 600,— fr. pour les examens de docteur etc. resp. 400,— fr. pour les autres examens), sauf le supplément pour une épreuve pratique éventuelle qui est à payer dans le montant non réduit de 160,— fr. Si un candidat est ajourné à la fois pour une partie théorique et une partie pratique il aura donc à payer en tout 760,— fr. (examens de docteur etc.), resp. 560,— fr. (autres examens). Dans aucun cas la taxe à verser ne peut être inférieure à 600,— fr. (examens de docteur etc.) resp. 400,— fr. (autres examens) même dans le cas où l'examen comprendrait exclusivement une épreuve pratique.

Luxembourg, le 29 juin 1948.

*Le Ministre de l'Education Nationale,*  
**Nicolas Margue.**

**Avis. — Assurance-maladie.** — Par décision du 30 juin 1948 de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, les modifications suivantes apportées au § 5 des statuts de la caisse patronale de maladie Arbed-Usines Esch-sur-Alzette par décision prise le 9 juin 1948 par le comité-directeur de cette caisse conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1944 concernant la réglementation du service d'ordre intérieur des caisses de maladie, ont été approuvées.

#### *Texte des modifications :*

- 1° § 5 A b 1) dernière partie: La caisse accorde à ses assurés une subvention de 100 francs par dent remplacée ou couronne.
- 2° § 5 C b 1 dernière phrase: La caisse accorde aux membres de famille de ses assurés une subvention de 100 francs par dent remplacée ou couronne.
- 3° § 5 A a 1 ajoute: Ce secours est porté à 60% à partir du 15<sup>e</sup> jour de l'incapacité de travail.
- 4° § 5 A b 2: Les assurés, pour lesquels il n'y a pas de secours de famille à payer, recevront, outre le traitement et l'entretien dans un hôpital, un secours pécuniaire égal à 37,5% du secours pécuniaire de maladie.
- 5° § 5 E b 1: Au décès de l'assuré, il sera alloué une indemnité funéraire de 40 fois le salaire de base de l'assuré.
- 6° § 5 E b 2: Le minimum de l'indemnité funéraire est fixé à 1200 fr.

Les présentes modifications entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1948 et seront provisoirement applicables jusqu'au 31 décembre 1948. — 30 juin 1948.

**Avis. — Administration communale.** — Par arrêté ministériel du 24 juin 1948, Monsieur Nicolas *Molitor*, domicilié à Brandenburg, a été nommé aux fonctions d'échevin de la commune de Bastendorf. — 25.6.1948.